

Congrès Atec ITS France 2018

Les Rencontres de la mobilité intelligente

Les Rencontres de la mobilité intelligente 2018 organisées par Atec ITS France se sont tenues à Montrouge (92) les 24 et 25 janvier 2018. Ce 45^e congrès a invité ses 1 500 participants et 75 exposants, dont 19 start-up, à débattre autour du thème « Mieux connaître et mieux servir la mobilité ». Deux jours durant, chercheurs, opérateurs de transport, exploitants d'infrastructures et de réseaux, collectivités locales, conseils en ingénierie et organismes de formation ont échangé pour mettre à profit leur expertise sur les changements, les opportunités, les besoins de régulation et les nouveaux usages de mobilité.



© GAËL KAZAZ

En inaugurant le congrès, François Poupard, directeur de la DGITM (Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer), a souligné combien les Assises de la mobilité, qui se sont déroulées au cours de l'automne 2017, ont été un moment de concertation et de réussite pour lever les contraintes et établir la norme juridique.

Atec ITS France, sous l'impulsion de son président, Pierre Calvin, y a joué un rôle important dans le cadre de l'initiative Mobilité 3.0 et a été identifiée comme structure de référence sur les enjeux de mobilité.

L'année 2018 devrait constituer une phase de production intense, avec la publication de nouvelles feuilles de route sur la logistique urbaine, le big data, la mobilité en zone peu dense, ou encore les infrastructures connectées, des thématiques d'avenir. Une centaine de projets ont ainsi été présentés au cours des ateliers et 90 conférences composant le congrès. Deux tables rondes, agrémentées de divers échanges sur la mobilité de demain et sur les priorités d'actions à développer, ont représenté les temps forts de ces rencontres.

MIEUX CONNAÎTRE ET MIEUX SERVIR LA MOBILITÉ

La première table ronde, sur le thème « Mieux connaître et mieux servir la mobilité », animée par Francis Demoz, rédacteur en chef de la revue TEC Mobilité intelligente, a réuni Jean Coldefy, directeur du programme Mobilité 3.0, Ibrahim Koné, président ITS Côte d'Ivoire, Éric Pérard, directeur général de Setec ITS, Yannick Tondut, directeur général adjoint Mobilité au sein de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, et Jean-Marc Zulesi, député des Bouches-du-Rhône (photo 1).

Les intervenants ont constaté qu'il est difficile d'évaluer avec exactitude les changements en matière de mobilité. Chaque territoire est un véritable laboratoire de la mobilité, qu'il s'agisse du milieu urbain, périurbain ou rural. Se doter d'un agenda de la mobilité représente une démarche concrète pour bâtir un réseau d'infrastructures de transport à bonne échelle.

Rendre complémentaire le TER et l'autocar, étendre les couloirs réservés sur autoroutes, encourager le covoiturage ou agir sur le télétravail sont autant de solutions pragmatiques permettant de s'adapter à la demande et

de concevoir l'aménagement d'un territoire à la lumière de ses atouts. L'aire métropolitaine serait appropriée, à condition de placer l'utilisateur au cœur des réflexions.

Des améliorations sont nécessaires sur le sujet de la gouvernance pour tenir compte non seulement du poids économique d'un bassin de vie, mais aussi des problématiques propres à un territoire. Au regard de l'usage et de la pratique, la future loi d'orientation des mobilités lèvera en outre des verrous relatifs à la commande publique, à l'innovation et à l'expérimentation.

Vers des outils au service de l'utilisateur

L'utilisateur souhaite disposer d'un unique outil « intelligent » de gestion du trafic par une optimisation de l'espace public lui délivrant, au même moment, l'information sur tous les modes de transport disponibles. La multitude d'autorités organisatrices sur un même territoire rend cependant la gouvernance d'un tel outil particulièrement complexe. Toute entreprise cherchant à disposer d'un monopole, le rôle des décideurs consiste à mettre en place un secteur concurrentiel équitable et, de fait,

AUTEUR

Jean-Louis Perrot
Comité de pilotage
RGRA

les start-ups qui se placent sur le marché de la mobilité sont confrontées à ces problématiques.

À l'étranger, et particulièrement en Côte d'Ivoire, qui a signé un accord de coopération avec Atec ITS France, il est considéré que ces start-ups ont un rôle déterminant à jouer dans le développement d'un modèle économique innovant à partir de pratiques qui ont fait leurs preuves ailleurs.

La vision partagée sur la mobilité est essentielle pour progresser, être un catalyseur des actions engagées et mobiliser des partenariats avec les entreprises locales.

En conclusion de ce premier débat, Étienne Lengereau, maire de Montrouge, constate que « *la gouvernance est en retard sur l'expertise technique* ». Au niveau d'une commune, il est nécessaire de réfléchir ensemble sur trois enjeux majeurs :

- le partage de l'espace public, un bien de plus en plus rare ;
- la cohabitation des modes de déplacement ;
- la définition de règles, afin de réguler les flux et dissuader les mauvaises pratiques.

NOUVELLES MOBILITÉS, NOUVEAUX MÉTIERS ET NOUVEAUX BESOINS

Une seconde table ronde, sur le thème « Nouvelles mobilités, nouveaux métiers et nouveaux besoins », a été animée par Gérard Cambillau, consultant au sein de Geca Conseil.

Elle a réuni Rémi Bastien, président de Mov'eo et de Védécom, Olivier Deschaseaux, co-fondateur de la start-up ZenBus, Fabien Leurent, directeur adjoint de l'École nationale des ponts et chaussées, Sandrine Gourlet, adjointe au directeur de la voirie et des déplacements de la Mairie de Paris, Yves Poilane, directeur de Télécom Paris Tech, Martial Chevreuil, directeur business innovation chez Egis et Vânia Ribeiro, directrice stratégie digitale, innovation et développement à la RATP. Il en ressort que la société, à défaut d'envisager l'adaptation des systèmes de mobilité induisant une redistribution des métiers au profit de ceux du numérique et aptes à fédérer des compétences diverses, est en pleine mutation.



-Photo 1-
Jean-Marc Zulesi,
Yannick Tondut et Ibrahim Koné
(de gauche à droite).

Les collaborateurs doivent aujourd'hui être capables de porter des approches systémiques, d'attirer l'innovation et d'évaluer par la suite dans quelles mesures les nouveautés technologiques répondent aux attentes de plus en plus fortes de l'utilisateur. La profonde mutation constatée dans tous les pays impose une réflexion collective pour tendre vers une convergence des compétences évoquées. Cela implique de dispenser des formations fondées sur l'expérience et la pratique du travail en équipe, et ce tout au long de la vie professionnelle. L'État doit de plus en plus assurer le rôle de régulateur, de soutien des initiatives en faveur d'une mobilité durable venant des territoires comme des acteurs publics et privés et s'inscrivant dans la diversité des partenariats.

PERSPECTIVES

Élisabeth Borne, ministre de la Transition Écologique et Solidaire, et Pierre Calvin sont intervenus pour clore la séance plénière (photo 2). Rappelant que son ministère est membre d'Atec ITS France, elle a souligné combien « *le programme de ces deux journées est au cœur des enjeux de politiques de mobilité que j'entends porter et combien les attentes sont importantes sur la mobilité des personnes et des biens. Nous recherchons à présent un cadre équilibré, qui confère aux acteurs des outils et de la visibilité pour atteindre les objectifs du Plan Climat, pour opérer le déploiement progressif de zones à très faibles émissions, pour réserver des axes à des mobilités non polluantes et pour rendre l'utilisateur plus responsable* ».

La ministre a de plus insisté sur l'urgence à mettre à profit les expériences et encourager l'innovation, défis auxquels Atec ITS France a apporté de nombreuses contributions lors des Assises de la mobilité sur des sujets comme la logistique urbaine ou le concept de Mobility as a Service (MaaS). Elle a réaffirmé son soutien au programme national Mobilité 3.0 piloté par son ministère, celui des Finances et l'Atec. Le président d'Atec ITS France, Pierre Calvin, a salué la forte mobilisation de ses 150 membres publics et privés, un véritable socle pour la filière « mobilité intelligente ». Il a tenu à souligner l'ouverture croissante du congrès à l'international et a annoncé, en présence de représentants des ITS Europe, du Canada et de Côte d'Ivoire, le lancement prochain d'un STI francophone, avec en point de mire le congrès mondial des ITS de Copenhague en septembre prochain. ■

-Photo 2-
Élisabeth Borne et Pierre Calvin
lors de la séance de clôture.

